

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 42

26^e année • mercredi 18 octobre 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

POUR UN MORATOIRE SUR LES PRIMES



CEDRIC VINCENSI

Samedi dernier, la gauche et les syndicats ont organisé des manifestations à Genève et à Lausanne pour protester contre la hausse des cotisations aux assurances maladie. Une caisse publique, avec des primes en fonction du revenu, ainsi qu'un moratoire contre les hausses ont été exigés. **PAGE 5**

POINT DE MIRE

Grogne sociale en France et en Europe

Sylviane Herranz

« Nous manifestons aujourd'hui à Paris contre la mise en place des coupes budgétaires et pour demander des investissements. Pour dénoncer les salaires trop faibles et les attaques contre les syndicats et les négociations collectives », a twitté Esther Lynch, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), depuis le cœur de la manifestation qui a réuni quelque 20 000 personnes à Paris vendredi dernier. Un rassemblement auquel ont participé des délégations syndicales de douze pays, dont la Suisse. Ce vendredi 13 octobre était une nouvelle journée de mobilisation en France, à l'appel des huit syndicats qui avaient tenu tête, unis, à Macron contre la réforme des retraites. Une réforme passée en force malgré le rejet de millions de salariés et de 90% de la population. Cette nouvelle journée d'action, tenue trois jours avant la conférence sociale sur les bas salaires convoquée par le gouvernement, portait comme re-

vendications l'augmentation des salaires, du Smic, des pensions, l'égalité hommes-femmes et le refus de l'austérité budgétaire.

Dans tout le pays, 223 manifestations ont eu lieu, avec des grèves dans les transports, les écoles ou la fonction publique. Au total, près de 200 000 personnes ont participé au mouvement. Soit bien moins que lors des journées d'action historiques s'étant succédées ce printemps contre la réforme des retraites. Mais la colère reste profonde dans un pays où le nombre de millionnaires explose alors qu'un tiers de la population dit ne plus manger trois repas par jour. Dans un pays où le système de santé, les services publics, l'Education nationale subissent de plein fouet les conséquences des politiques de coupures budgétaires et de redistribution aux plus riches.

Cette nouvelle journée de mobilisation, à laquelle des représentants d'Unia, de l'USS et des syndicats d'autres pays ont pris part, s'inscrivait dans un automne syndical et salarial revendicatif lancé par la CES lors de son dernier congrès. Avec pour objectif que les salariés du continent descendent dans la rue pour définir « un nouveau modèle économique et social qui place les travailleurs au premier plan ». Depuis juillet, des manifestations et des actions se sont déroulées dans nombre de pays, notamment à Saint-Marin, en Pologne, au Monténégro, en Grèce, en Finlande, en Autriche, en Italie, en Irlande ou encore en Suisse, le 16 septembre dernier. Des mobilisations portant sur la vie chère ou les coupes budgétaires.

Lors de la manifestation parisienne, Esther Lynch a rappelé les dégâts de cette austérité sur les conditions de vie des salariés et des retraités en Europe. « Une douloureuse expérience nous a déjà enseigné qu'austérité veut dire moins d'emplois, des salaires plus bas et des services publics sous-financés. Les gens ne peuvent tout simplement pas endurer un nouveau cycle de restrictions », a-t-elle déclaré, ajoutant qu'après la pandémie et la forte inflation, de nombreuses personnes ont vu leur épargne réduite à néant. Or l'Union européenne s'apprête à faire entrer en force de nouveaux plans d'austérité dans quatorze Etats membres. D'où l'alerte de la CES face à cette « austérité 2.0 » et la pétition européenne lancée en ligne*. Au total, si rien ne change, 45 milliards d'euros devront être économisés en 2024 dans ces Etats. Un programme qui toucherait par exemple la France, avec des économies de 13,2 milliards d'euros, ce qui représente, selon la CES, les salaires de 371 888 infirmières ou de 492 327 enseignants, ou l'Italie, avec des coupes à hauteur de 9,5 milliards, soit l'équivalent de 326 652 infirmières ou de 392 878 enseignants, dans des pays qui en manquent déjà cruellement... La Suisse ne sera pas en reste en matière d'austérité budgétaire, tant au niveau fédéral que cantonal. Des coupes ou des refus d'indexer les salaires sont déjà annoncés. Mais les syndicats veillent au grain et, comme en Europe, comptent bien relancer la résistance et la lutte. ■

* Disponible sur : action-europe.org/fr/stop-a-l-austérité-FR

PROFIL



Isabelle Guisan, des mots sur le silence. **PAGE 2**

SYNDICALISME

Sophie Binet de la CGT à Lausanne. **PAGE 3**

MÉTIER

Sur les toits, des travailleurs essentiels. **PAGES 6-7**

INDUSTRIE

Le fonds de soutien vaudois regarni. **PAGE 9**

Sonya Mermoud

A-t-on le droit d'attendre la mort d'un proche, centenaire ou non; et de l'exprimer? Et que dire lors des obsèques qui finiront bien par arriver? Des questions qu'aborde avec délicatesse et humour Isabelle Guisan, 75 ans, dans son seule-en-scène «Incrévable!»* Un spectacle où l'écrivaine, chroniqueuse et animatrice d'ateliers d'écriture, évoque la complexité du lien. Où l'amour, la tendresse portés à un parent très âgé n'empêchent pas l'expectative de sa disparition. Et ce malgré la tristesse qu'elle peut engendrer. «Les sentiments considérés comme coupables demeurent un tabou. On garde le silence pour sauvegarder la bienséance», précise la Vaudoise, qui a conçu la représentation comme un «brouillon d'raison funèbre» inspirée par une situation personnelle élargie à d'autres expériences analogues. «J'ai parlé avec beaucoup de personnes. Ces échanges m'ont servi de matériau d'écriture. Une manière de faire journalistique», ajoute l'ancienne reporter indépendante, qui a collaboré avec plusieurs titres romands ainsi qu'avec la télévision romande. «J'ai connu l'âge d'or des médias. J'ai réalisé nombre de reportages à l'étranger, privilégiant des sujets hors actualité. J'ai eu beaucoup de chance», raconte Isabelle Guisan, qui assure toujours des chroniques dans *Général* et *24 Heures*. «Je me vois comme une littéraire sociale», précise encore l'auteur d'une quinzaine de livres, pour qui écrire «c'est sortir les choses du silence».

QUE LA PAROLE S'OUVRE!

La vieillesse, la mémoire, la mort – un questionnement qui l'a toujours habitée – mais aussi la migration, l'identité, l'intégration... sont autant de thématiques inspirantes pour la septuagénaire qui s'est également beaucoup passionnée pour la Grèce, origine de sa mère. Et a, entre autres, rédigé deux livres de portraits de jeunes de ce pays sur fond de crise économique. «J'ai appris la langue et possède le passeport grec. J'ai souvent passé deux à trois mois dans ma maison, sur une île des Cyclades», souligne l'écrivaine, qui a toujours par ailleurs manifesté de l'intérêt pour les autres cultures. «J'ai beaucoup voyagé. De quoi élargir l'esprit. Se confronter à la différence. On comprend mieux les migrants quand on se retrouve comme eux dans un pays dont on ne parle pas la langue», affirme-t-elle, tout en soulignant que les exilés ne bénéficient pas forcément de suffisamment de soutien dans leur apprentissage du français. «Le maîtriser attire le respect», note celle qui a conduit des moments de conversation pour les migrants et envisage de reprendre cette activité. Isabelle Guisan a animé de nombreux ateliers d'écriture à visée sociale. Elle en a mené avec des chômeurs, des seniors. «Mon fil rouge: accompagner des gens qui ont besoin de se faire entendre. Comme dans mon

spectacle: que la parole s'ouvre!» La femme de plume propose également son aide aux personnes poursuivant des objectifs littéraires. «Certaines ont publié. Il y a une belle solidarité qui se crée.»

SORTIR DE L'INVISIBILITÉ

Parmi les projets qui lui tiennent à cœur, outre la recherche d'un éditeur pour un livre de textes et d'images à finaliser, Isabelle Guisan mentionne la question des femmes âgées. Et plus particulièrement de celles qui, comme elle, ne sont pas mariées et n'ont pas d'enfants. «Cette catégorie-là est transparente. Que leur propose-t-on pour

sortir de l'invisibilité?», interroge-t-elle, fustigeant la persistance de l'âgisme. «Ça devrait clairement être un thème féministe», ajoute cette forte tête, aussi déterminée et obstinée que pleine de doutes. «Le paradoxe... Je ne suis pas pessimiste, car on peut encore lancer des projets, se faire entendre. Mais je suis lucide. Je n'ai plus d'illusions sur beaucoup de choses entre les guerres, les conflits oubliés, la problématique climatique. Le monde va mal», se déssole Isabelle Guisan, persuadée que sa génération déjà verra l'accélération de changements environnementaux catastrophiques. Et se positionnant en faveur de mesures écologiques plus

radicales comme l'interdiction des voitures en ville ou un quota de voyages en avion par personne. Des dispositions impératives pour cette ancienne conseillère communale de Rolle qui a fait de la politique à gauche, mais hors parti, et adhère aujourd'hui aux Verts.

QUESTION DE PARTAGE

Cash, irritée par «le mensonge, l'hypocrisie, les doubles discours», Isabelle Guisan défend des valeurs de respect, de solidarité et de courage. «Ce courage d'être qui on est et de l'exprimer», ajoute-t-elle, non sans préciser plusieurs fois au cours de l'entretien ne pas aimer les étiquettes, les cases. «Je suis

un puzzle... J'ai besoin d'échapper aux définitions... Ne m'enfermez pas dans une image. Je crois à la complexité du monde, des gens, les connaître prend du temps, pour éviter les stéréotypes.» Estimant impossible de définir le bonheur, qualifié «de fluctuant, d'insaisissable», Isabelle Guisan ne confiera pas davantage si elle est heureuse. «Ça ne veut rien dire, mais je me sens privilégiée quand je lis les journaux.» Malgré un sentiment de solitude chevillé au corps qui l'a accompagnée toute sa vie, Isabelle Guisan ne nourrit pas de regrets. «J'ai mené une vie sociale et professionnelle qui m'a convenue. J'aime la diversité, les changements, les rencontres et les nouvelles expériences que mon parcours a favorisées.» Pour ses vieux jours, Isabelle Guisan rêve de résider dans une habitation où elle disposerait d'un lieu à elle tout en bénéficiant d'espaces communs avec d'autres locataires. Un souhait en phase avec ce besoin de partage que cette soixante-huitarde a concrétisé durant sa jeunesse en vivant souvent en communauté. Et cela alors qu'elle a pris position pour les résidents en EMS, défendant leur citoyenneté et critiquant ces «casernes et leurs horaires»... ■

* Représentations les 27, 28 et 29 octobre à Morges et le 4 novembre à Lausanne. Informations sur: isabelleguisan.ch/evenements/



«Ecrire, c'est sortir les choses du silence», déclare Isabelle Guisan, auteure d'une quinzaine de livres.

«NE M'ENFERMEZ PAS DANS UNE IMAGE»

L'écrivaine et chroniqueuse Isabelle Guisan aborde dans son seule-en-scène la question de l'attente de la mort. La thématique de la fin de vie l'a toujours habitée

1+1=11
David Prêtre/Albedo



Le vendeur d'aspirateurs
votait
pour le marchand de tapis volants.

«LE DÉFI EST LÀ: LE TAUX DE SYNDICALISATION EST INSUFFISANT»

Elue secrétaire générale de la CGT en mars, Sophie Binet était de passage à Lausanne il y a un mois. Retour sur l'impressionnant mouvement contre la réforme des retraites en France et les défis en cours et à venir

Sylviane Herranz
Photos Olivier Vogelsang

Le 22 septembre, entre la conférence de presse de rentrée de la Confédération générale du travail (CGT) tenue la veille et les marches contre les violences policières du lendemain, Sophie Binet a fait une escale éclair à Lausanne. Secrétaire générale de la CGT depuis mars, première femme à accéder à la tête du grand syndicat français, elle répondait à l'invitation de l'Union syndicale suisse (USS) et de son président, Pierre-Yves Maillard, pour faire état des luttes dans son pays et des liens avec la Suisse.

«Quand on est syndicaliste, on est internationaliste. C'est important de le rappeler, car la stratégie du capital est de prendre prétexte de ce qui se passe dans le pays d'à côté», a lancé d'emblée Sophie Binet. «On nous a vendu la réforme des retraites sous prétexte qu'on était des flemmards. Mais nos échanges avec l'USS ont permis de voir que l'on n'était pas si favorisés que ça. En Suisse, la retraite est à 65 ans, en France, c'est à 67 ans à taux plein», a-t-elle expliqué aux quelque 120 personnes venues l'écouter dans les murs dégarnis de l'ancien cinéma Eldorado de la Maison du Peuple. Elle a également salué le soutien apporté par les syndicats suisses à la lutte contre la réforme des retraites. Un thème porteur pour les participants, avides de savoir pourquoi la puissante mobilisation du début d'année n'a pas réussi à faire reculer le président Macron. «Chez vous, une telle situation n'aurait pas été possible. En France, la réforme a été imposée sans vote du Parlement, avec l'opposition de 90% de la population, 6 mois de mobilisation et 14 journées d'action avec des millions de personnes dans les rues. Nous sommes passés pas loin de la victoire. Il y a quelques années, on aurait gagné.»

VOIE OUVERTE À L'EXTRÊME DROITE

Pourquoi cela n'a pas été le cas? La syndicaliste a cité trois éléments. Le premier, c'est la Constitution de la V^e République qui investit le président d'un fort pouvoir, qui s'est encore accru. «La France est la cible de l'ultralibéralisme pour qui la démocratie est un problème», a souligné Sophie Binet, ajoutant que cela se traduit par la répression, l'atteinte aux droits syndicaux et démocratiques ou encore l'usage de la notion d'écoterrorisme. «Ils utilisent l'arsenal antiterroriste pour criminaliser et réprimer le mouvement social et imposer des réformes contre l'avis de la population.» Le deuxième élément est la tripartition de la vie politique française, entre extrême droite, centre

macroniste et gauche renforcée. «Les verrous face à l'extrême droite sont en train de sauter un à un. Cette dernière est soutenue par Macron et les grands patrons comme Vincent Bolloré qui a racheté le *Journal du Dimanche*. Une grève héroïque de six semaines vient de s'y dérouler. Ce n'était pourtant pas une publication de gauche. Mais 80 journalistes sont partis. Il n'en reste que deux et Bolloré installe sa rédaction pour en faire un journal d'extrême droite.» Pour la syndicaliste, le passage en force sur les retraites est un levier pour le Rassemblement national de Marine Le Pen: «Cela accrédite l'idée que, vu l'échec sur les retraites, seule l'extrême droite peut apporter une solution. J'ai eu l'occasion de le dire à Macron qui a été élu pour lui faire barrage: il aura à répondre devant le tribunal de l'Histoire.» Le troisième élément ayant empêché la victoire est l'absence d'une grève reconductible. «La CGT a appelé à la grève reconductible, il y en a eu dans l'énergie, le nettoyage ou encore les transports, mais nous n'avons pas réussi à faire tourner le pays dans ce sens. 40% des salariés du privé n'ont pas de syndicat dans leur entreprise. Le défi est là, le taux de syndicalisation est insuffisant.»

VICTOIRE À LA PYRRHUS DE MACRON

Au final, la syndicaliste a souligné que, pour le jupitérien Macron, il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus, avec de très lourdes pertes. «Il s'en sort complètement affaibli et seul. Il s'est récemment fait huer par 80 000 supporters au Stade de France lors de l'ouverture de la Coupe du monde de rugby. Et il a face à lui des organisations syndicales unies qui comptent bien le rester. Le match est à 0-0.»

La secrétaire générale de la CGT a ensuite résumé la triple alerte lancée la veille à l'occasion de sa conférence de presse: une alerte économique et sociale, avec les problèmes du coût de la vie et de l'inflation dans un pays où vit l'homme le plus riche du monde, Bernard Arnault, meilleur ami du président de la République. «Un tiers des Français ne mangent plus trois repas par jour. La consommation a baissé de 10%. Et pourtant la France est la 6^e puissance mondiale!» La deuxième alerte est environnementale, avec notamment les risques de catastrophes majeures et des milliers de personnes poussées sur les routes de l'exil. «Mais pour le président et le patronat, ce n'est pas un problème.» La troisième est une alerte démocratique avec la montée de l'extrême droite ainsi que la répression de syndicalistes, convoqués dans les commissariats, licenciés, condamnés.



C'est une Sophie Binet combative qui s'est adressée le 22 septembre à Lausanne aux syndicalistes et politiciens suisses, captant l'attention des participants à sa conférence-débat.



Avant la rencontre avec le public, la secrétaire générale de la CGT a échangé avec des responsables syndicaux suisses réunis à la Maison du peuple de Lausanne.



ARRACHER DES MESURES CONCRÈTES

«Quelle est la stratégie de la CGT face à cette situation?» lance Sophie Binet. D'abord, c'est la mobilisation et l'unité des huit organisations syndicales, restées soudées du début à la fin de la lutte des retraites. Elles ont convoqué une nouvelle journée d'action, le 13 octobre (voir ci-dessous), sur les salaires, l'égalité femmes-hommes et la lutte contre l'austérité. «Notre but est d'arracher des mesures concrètes. Le gouvernement vole des prestations et biberonne

les multinationales. Un tiers du budget français est capté par les grandes entreprises!»

Un des grands chantiers de la CGT est la démocratie, notamment au sein des entreprises. «Après le Covid, les gens n'ont plus envie de perdre leur vie à la gagner. Nous sommes confrontés à un mouvement de bifurcation des grands diplômés qui ne veulent pas travailler dans une multinationale et se font maraîcher. L'alternative est: se soumettre ou se démettre.» Elle plaide, exemples à l'appui,

pour que les salariés puissent influencer sur la stratégie d'entreprise. «Aujourd'hui, l'innovation ne va que dans le sens de ce qui intéresse le capital. Nous devons reprendre la main sur l'innovation, remettre tous nos cerveaux ensemble.» Enfin, la CGT va s'attacher à relever le défi de la syndicalisation: «La lutte sur les retraites a suscité un fort mouvement de sympathie, mais les gens ne se syndiquent pas. Nous voulons renforcer notre implantation dans les entreprises.» ■

Pour la hausse des salaires et des pensions, pour l'égalité et contre l'austérité en Europe!



Vendredi passé, lors de la journée d'actions du 13 octobre appelée par les syndicats en France, une délégation de membres d'Unia, accompagnée du président de l'Union syndicale suisse Pierre-Yves Maillard, s'est rendue à Paris pour se joindre à la manifestation se déroulant dans la capitale. Quelque 200 000 salariées et salariés ont battu le pavé ce jour-là dans les rues de Paris, alors qu'ailleurs en France, environ 200 000 personnes étaient dans la rue ou en grève pour les salaires, les pensions, l'égalité et contre l'austérité budgétaire. Une austérité contre laquelle la Confédération européenne des syndicats (CES) est partie en guerre lors son congrès de mai. La journée de mobilisation française était un des moments forts de sa campagne. Près d'un millier de syndicalistes venant d'une douzaine de pays d'Europe ont défilé à Paris aux côtés de leurs camarades français. Lors de la conférence de presse de la CES tenue avant la manifestation, Pierre-Yves Maillard a rappelé l'importance de la solidarité syndicale internationale: «Notre solidarité transfrontalière est décisive. C'est seulement ainsi que nous pourrions défendre de bonnes conventions collectives de travail et assurer des contrôles efficaces sur les lieux de travail contre les attaques de déréglementation. Et qu'il sera donc possible de protéger les salaires et les conditions de travail contre le dumping.» ■ SH/Photo Félícia Fasel

INDÉPENDANCE SYNDICALE ET FÉMINISME

De nombreuses questions ont alimenté le débat avec Sophie Binet. L'une d'elles portait sur les liens entre syndicats et partis. «La culture syndicale est très différente d'un pays à l'autre en Europe. En France, l'indépendance syndicale est beaucoup plus marquée qu'en Suisse. La Charte d'Amiens régit cette indépendance vis-à-vis des partis. Ainsi, ce n'est pas aux politiques d'organiser les mobilisations sociales. Nous avons bien sûr besoin de députés ouvriers à l'Assemblée nationale, mais on ne doit jamais déclencher une lutte sociale pour faire élire quelqu'un. Ce serait de l'instrumentalisation. Dans toute lutte, l'objectif est la satisfaction des revendications. De même, nous ne devons jamais mettre dans l'étouffoir une lutte qui pourrait gêner le politique.»

Autre thème abordé: le féminisme. Sophie Binet, qui a été en charge de la problématique à la CGT, a salué la forte mobilisation des femmes le 14 juin en Suisse. «Cela fait cinq ou six ans qu'on appelle à la grève féministe sans grand succès. Chez nous, c'est resté à l'état de slogan. La CGT est formée de secteurs très masculins. Nous avons eu du mal à entraîner les hommes dans ce combat. Pour moi, c'est un chantier important, les femmes sont toujours payées 25% de moins que les hommes et travaillent dans des secteurs précaires.» ■

La vie est plus belle sans accident.

suva.ch/regles

Les règles vitales sont faites pour ça.

Respectez vos règles vitales
et dites STOP en cas de danger!

POUR UN MORATOIRE SUR LES PRIMES ET UNE CAISSE PUBLIQUE

Samedi dernier, la gauche et les syndicats ont organisé des manifestations à Genève et à Lausanne pour protester contre la hausse des cotisations maladie

Jérôme Béguin

Après le choc et l'indignation provoqués par l'annonce des montants des primes maladie 2024, la protestation se fait désormais entendre dans la rue. Plus de 500 personnes ont défilé le 7 octobre à Bellinzona en revendiquant une caisse maladie unique et publique avec des primes payées en fonction des revenus. Samedi dernier, une «marche contre la hausse des primes» était organisée à Lausanne par les partis de gauche. Elle a réuni une centaine de participants. A Genève, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), la gauche et des organisations progressistes appelaient aussi à une mobilisation de protestation qui a rassemblé 500 manifestants. Les cotisations maladie augmenteront de 9,9% en 2024 dans le canton de Vaud, tandis qu'au bout du lac, elles seront majorées de 9,1%.

«La prime de base a plus que doublé en vingt ans, cette cherté de l'assurance maladie amène toute une série de gens à contracter la franchise la plus élevée à 2500 francs. Or, comme l'avait montré une étude de Caritas, un cinquième de la population ne dispose pas de cette somme pour faire face à un imprévu. C'est une entrave à l'accès aux soins», s'indigne Jocelyne Haller, militante de Solidarités et d'Unia Genève. «On a voulu instituer cette assurance obligatoire en 1996 justement pour garantir l'accès aux soins, mais dans les faits, on a rendu les assurés captifs d'un système qui appauvrit les ménages et qui a failli largement. On paie plus aujourd'hui alors que le catalogue des prestations a diminué. Le système est d'autant plus aberrant qu'à Genève, quatre personnes sur dix ne parviennent pas à payer leurs primes sans une aide de l'Etat. Les assurés passent donc deux fois à la caisse, par les cotisations et à travers les impôts. Le système actuel est aberrant et confiscatoire», déplore cette ancienne députée et assistante sociale.

«Les failles de la LAMaL, imposée par les assureurs et la droite dans les années 1990, rendent cette assurance antisociale et discriminatoire, puisqu'elle est financée par tête sans égard de la capacité financière des assurés et que les primes sont calculées par les seules caisses», souligne, de son côté, le conseiller national Christian Dandrès. Une vendeuse, une horlogère, un employé de la restauration ou un travailleur du bâtiment paient ainsi la même prime que Severin Schwan, président de Roche et patron le mieux payé de Suisse (15,05 millions).

A Berne, toutes les solutions proposées par la gauche ont buté sur la majorité de droite du Parlement. Celle-ci a encore récemment refusé de limiter le montant des primes. Et il est à craindre que rien ne change lors des élections de ce dimanche 22 octobre.

DES PRIMES PROPORTIONNELLES AU REVENU

Les signataires de l'appel à la manifestation genevoise revendiquent la création d'une caisse publique aux cotisations proportionnelles au revenu et à la fortune, ainsi qu'un moratoire sur l'entrée en vigueur des nouvelles primes. «Le Conseil fédéral s'était arrogé des pouvoirs étendus pour assurer la santé de la population du temps du Covid, il peut aujourd'hui décréter un moratoire sans diminution des prestations», indique Paolo Gilardi pour la CGAS. Les caisses ne risquent pas de tomber en faillite avant un moment puisqu'elles disposent de réserves deux fois supérieures à ce que prévoit la loi.

Jeudi dernier, le Grand Conseil genevois a accepté une résolution des Verts demandant à Genève d'exercer son droit d'initiative afin que les Chambres fédérales autorisent les cantons à instituer des caisses cantonales uniques. Et il reste la possibilité de relancer une initiative populaire fédérale. «Les fortes disparités régionales que nous connaissons lors de la dernière votation sur la caisse unique en 2014



A Genève, l'exigence d'une caisse maladie publique et solidaire, avec des primes en fonction du revenu, était largement partagée.



tendent à s'effacer et les sondages montrent qu'une caisse publique pourrait désormais être acceptée. En tenant compte de ce changement dans l'opinion publique, la perspective devrait être de coaliser les forces afin de lancer une initiative largement portée au niveau national», conclut Jocelyne Haller. En attendant, une échéance importante sera la prochaine votation sur l'initiative populaire fédérale du Parti socialiste, soutenue par l'Union syndicale suisse, visant à limiter les primes à 10% du revenu disponible. ■

POING LEVÉ

RÉVISION SUR LE DOS DES LOCATAIRES

Par Jérôme Béguin

L'Association suisse des locataires (Asloca), soutenue par l'Union syndicale suisse, a lancé la semaine dernière un double référendum contre la facilitation des résiliations et le durcissement des conditions de la sous-location. Votées par la majorité de droite du Parlement, ces deux révisions vont affaiblir la protection des locataires. Les propriétaires pourront en effet résilier plus facilement et rapidement le bail d'un logement au titre du besoin propre. Par exemple pour y placer un de leurs proches et c'est fou ce que certains proprios peuvent avoir une grande famille!... Ils ne seront plus astreints à justifier l'urgence d'une résiliation de bail. Et, en cas de litige, la situation des locataires ne sera plus prise en compte, même si elle est précaire, ce qui menace d'expulsion les ménages au revenu modeste, les femmes enceintes, les personnes âgées, malades ou handicapées.

La seconde modification du droit du bail durcit les règles de la sous-location et introduit une série de nouveaux motifs de refus. Une sous-location pourra être rejetée si elle dure plus de deux ans. Les bailleurs disposeront, en outre, d'un droit de résiliation extraordinaire pour simple «vice de forme». Des locataires risqueront de perdre leur logement juste parce qu'ils ont oublié de notifier un changement dans le contrat de sous-location. Face à la pénurie de logements dans les grands centres urbains, la sous-location et la colocation sont devenues le système D. Ce sera désormais la galère pour celles et ceux qui partent travailler ou étudier dans une autre ville ou à l'étranger et qui devront remettre leur appart. Mais aussi pour les jeunes en colocation ou les personnes âgées sous-louant une chambre, puisque la nouvelle loi ne fait pas de différence entre la sous-location entière et partielle. Les locaux commerciaux sont également concernés. D'autres révisions détériorant les droits des locataires vont suivre, prévient l'Asloca, il faut dès lors y mettre le holà dès maintenant.

Surtout que les propriétaires n'ont pas besoin qu'on leur fasse des cadeaux. Les loyers ont fortement augmenté depuis quinze ans... alors qu'ils auraient dû baisser. Les propriétaires n'ont pas répercuté le taux hypothécaire de référence sur les loyers, empochant 78 milliards de francs au passage, selon les calculs du Bass, le Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale, pour la période allant de 2006 à 2021. Cela signifie qu'un ménage locataire a payé en moyenne 370 francs par mois en trop durant quinze ans! Et maintenant que le taux hypothécaire remonte, on peut être sûr, par contre, de recevoir des hausses de loyer! Le directeur de l'Office fédéral du logement a prévenu (dans le *Blick*) que certains loyers pourraient augmenter de 15% d'ici à 2026! De quoi donner envie de les contester et de signer les deux référendums*. ■

* A télécharger sur: attaque-locataires-non.ch

Genève: protéger les arbres, oui, mais aussi ceux qui les soignent!

Sylviane Herranz

«Protégez et soignez les employés qui soignent les arbres!» Vendredi dernier, une délégation de travailleuses et de travailleurs des parcs et jardins de Genève,



accompagnés des syndicats Unia, Syna et Sit, se sont rendus au 2^e Forum international des arbres qui s'ouvrait pour le week-end. Ensemble, ils entendaient faire entendre leur voix dans cet événement consacré à la place des arbres dans notre société et à leur santé.

La délégation et les syndicalistes ont remis au maire de Genève, Alfonso Gomez, un Ginkgo biloba, ou Arbre aux quarante écus, pour rappeler aux autorités les revendications des employés alors que les négociations salariales ont débuté. Cet arbre était orné d'étiquettes évoquant la hausse vertigineuse du coût de la vie: pain et farine 7,5%, lait 7,5%, beurre 8,6%, fruits 9,6%, légumes 5,8%, huiles 14,2%, etc. L'arbre symbolique était accompagné d'une lettre, interpellant le maire mais aussi toute la classe politique genevoise, pour qu'ils s'engagent non seulement à protéger la nature et les espaces verts, mais également les humains.

Les personnes qui travaillent dans les parcs et jardins, qui créent et entretiennent les terrains de sports, qui participent au défi de la transition écologique avec, par exemple, la vé-

gétalisation des villes et la lutte contre les îlots de chaleur, doivent elles aussi être protégées et bien traitées, argumentent les syndicats et les salariés. Or ce n'est pas toujours le cas. «Elles effectuent régulièrement des heures supplémentaires, travaillent le week-end et les jours fériés pour soigner et entretenir les arbres et la nature. Mais n'ont pas, en revanche, le sentiment d'être soignés dans leurs conditions de travail, ce qui est d'autant plus difficile à vivre qu'elles sont exposées aux aléas de la météo: canicule, froid, pluie, vent, neige...» Des conditions difficiles, auxquelles s'ajoute le coût de la vie galopant, affectant leur pouvoir d'achat de manière «dramatique».

Alors qu'une nouvelle année difficile s'annonce, les travailleuses et les travailleurs des parcs et jardins demandent une revalorisation de leurs salaires qui permette d'affronter l'augmentation sévère du coût de la vie, seul moyen de faire vivre dignement leurs familles. ■

SUR LES TOITS, DES TRAVAILLEURS ESSENTIELS

Avant l'hiver, les ferblantiers et les couvreurs sont à pied d'œuvre pour réparer les bâtiments endommagés de La Chaux-de-Fonds et du Locle à la suite de l'ouragan de cet été. Reportage avec une entreprise de la région

Textes Aline Andrey
 Photos Olivier Vogelsang

La passion du métier. C'est ce qui réunit le patron et l'employé, Fabien Prétôt et Frédéric Vargas. Tous deux ont la quarantaine, sont pères de famille et adorent leur profession respective, ferblantier et couvreur. En ce 10 octobre d'été indien, la météo est idéale. Au petit matin, Frédéric Vargas est déjà sur un toit. Nous le rejoignons plus tard, au Crêt-du-Loche, quartier de La Chaux-de-Fonds durement frappé par la tornade du 24 juillet. Au sud du Locle, l'entreprise Prétôt n'a, par contre, pas essuyé de dommage. Le patron nous accueille dans un bureau à côté de l'atelier. La société familiale rassemble des ferblantiers, des couvreurs et, depuis quelques années, des poseurs de panneaux solaires. Autant de métiers intrinsèquement liés, mais avec chacun leurs spécificités. «Le couvreur s'occupe des tuiles, de la sous-construction, du lattage... Le ferblantier de tous les métaux des toitures. Le poseur de panneaux solaires doit encore avoir d'autres compétences, notamment en électricité», explique-t-il. L'entreprise s'occupe principalement de rénovations, très nombreuses du fait de l'ancienneté des maisons de la région, de la période Covid qui a vu les demandes de rénovations s'accroître sensiblement et des bouleversements climatiques. Les épisodes de grêle en 2021 et en 2022, et surtout la tornade de cet été mettent Fabien Prétôt sous pression. Il garde pourtant la tête froide: «L'organisation est un peu compliquée et certaines personnes sont impatientes. J'ai refusé beaucoup de mandats, car mon but reste le travail bien fait. Je ne veux pas surmener mon personnel. Des travailleurs sous tension ont plus de risque d'avoir un accident ou de faire du mauvais travail.»

TORNÉE SANS COMMUNE MESURE

Le 24 juillet dernier, la tornade qui s'est abattue sur la région, avec des vents de plus de 200 km/heure, a fait voler en éclats des milliers de toits et abattu encore plus d'arbres. «C'est un miracle, qu'il n'y ait eu qu'un mort», souligne Fabien Prétôt, en vacances à ce moment-là, comme bon nombre des habitants des deux cités horlogères inscrites à l'Unesco. «Près de 5000 bâtiments de La Chaux-de-Fonds sur 7000 ont été touchés. Le Crêt-du-Loche n'a pas été épargné non plus. Il y aura forcément des toitures encore sous bâches cet hiver, ce qui risque d'être difficile en termes d'isolation et de risques d'infiltration s'il neige beaucoup», craint le maître ferblantier. Il regrette que l'ECAP (Etablissement cantonal d'assurance

et de prévention) n'ait pas voulu prendre en charge, pour des raisons de coûts, la pose de toiture temporaire. «Les habitants auraient été plus à l'abri, et les travailleurs aussi. C'est toujours plus agréable de travailler au sec. Et, en cas d'infiltration, cela va coûter encore plus cher à l'assurance.» A l'heure des négociations pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) de la technique du bâtiment, on ne peut s'empêcher de lui demander sa position quant aux revendications syndicales. Fabien Prétôt, dont le père a fait partie de la commission paritaire de la branche, répond: «Personnellement, je suis d'accord avec les syndicats. Si je pouvais, je donnerais un salaire de 6000 francs à chacun de mes employés. Mais si je suis beaucoup plus cher que les autres, nous n'aurions plus de mandats.» Face à la concurrence déloyale, il ajoute: «Tout le monde doit être dans le même panier. Si une entreprise ne travaille qu'avec des intérimaires payés au lance-pierre et laissés à la maison sans solde quand la météo n'est pas bonne, c'est impossible pour moi d'être concurrentiel. Je fais partie de Suissetec, mais certaines boîtes sont sous d'autres CCT même si elles travaillent dans le même domaine. Aujourd'hui, cela ne devrait plus être possible d'ouvrir une entreprise sans CFC ni brevet, voire de maîtrise. Notre métier devrait être protégé.»

L'heure tourne vite dans la cité horlogère, et il est déjà temps de rejoindre un des chantiers à dix minutes de route.

FAIRE «LE SINGE» À 60 ANS?

Au Crêt-du-Loche, le paysage de toitures bâchées ou en travaux offre une vision étrange dans ce quartier de maisons anciennes. Des arbres démembrés ou coupés frappent aussi le regard. Sur un toit, deux ouvriers lancent des tuiles endommagées dans une benne. Un troisième travailleur se trouve devant le bâtiment. Fabien Prétôt nous le présente, avant de repartir rapidement sur d'autres chantiers. Il s'agit de Frédéric Vargas. Le couvreur, par sa stature, répond bien à la description de son patron: un Viking. Il a suivi lui aussi les traces de son père, décédé trop tôt. «Enfant, j'accompagnais sur les chantiers, puis j'ai continué avec mon oncle. J'ai fait mon bac, j'aurais pu poursuivre mes études, mais cela aurait coûté cher à ma mère et, surtout, je suis trop heureux de travailler dehors. Je me suis formé en France, puis j'ai travaillé comme tâcheron à Strasbourg. Plus je faisais plus je gagnais.» A l'en croire, il a gardé son «rythme de sauvages», même s'il sent bien qu'il n'a plus la fougue de ses 20 ans. «Je ne sais pas si j'arriverai à faire encore le

singe sur les toits à 60 ans.» Il rigole, celui qui, à 45 ans, se déplace dans les hauteurs comme s'il foulait le plancher des vaches. En cette matinée ensoleillée, il prépare le pan de toit qui accueillera de nouvelles tuiles l'après-midi. Il est accompagné par deux collègues. «C'est important de bien s'entendre», souligne Frédéric Vargas. S'il aime toutes les facettes de son métier, il se plaint toutefois de la laine de verre qui gratte la peau, l'été surtout. «Heureusement, c'est de plus en plus rare, l'isolation se faisant de plus en plus avec de la fibre de bois.» Il ajoute: «Les masques et les combinaisons, lorsqu'on doit manier de l'amiante sont tout aussi étouffants.» Avec ses 26 ans de métier, malgré son plaisir à la tâche, il souligne la pénibilité de la profession et son soutien à la demande de revalorisation salariale portée par les syndicats: «Quand il fait chaud, on monte vite à 40 degrés, même ici au Locle. Mais le pire, c'est la flotte! Les couvreurs sont toujours dehors. Ce n'est pas comme les ferblantiers qui peuvent faire du travail de pliage en atelier.» S'il n'est pas allé manifester à Zurich pour

des raisons familiales – il a cinq enfants – il encourage ses collègues à se syndiquer. «Même si ça va très bien avec le patron et qu'on n'a pas de problème dans notre boîte, ils ne se rendent pas compte qu'il faut se servir les coudes. C'est un métier du futur qui mérite de meilleurs salaires...», lance Frédéric Vargas, sans se plaindre personnellement. Depuis l'échafaudage, il conseille un jeune travailleur sur la manière de poser le faitage au sommet du toit. Puis, prend des mesures pour tailler quelques tuiles afin de les insérer autour d'un velux. A la ceinture, l'«indispensable marteau, son «bébé» comme il l'appelle.

«TOIT ÉTAIT RAVAGÉ»

Frédéric Vargas revient sur ce fameux 24 juillet 2023. «C'était mon premier jour de congé», souligne l'habitant de Moriteau, en France voisine. «J'ai annulé le voyage dans ma famille en Alsace et je suis venu bâcher, rapidement, faire le strict minimum pour soulager et calmer les gens sous le choc. Dans certains quartiers, c'était comme si c'était la guerre. Tout était ravagé.

Certaines structures d'édifices ont même bougé.» D'autres collègues ont aussi interrompu leurs vacances pour aider la population en parant au plus urgent, en bâchant les toits, en remplaçant les tuiles, pour éviter si possible des infiltrations d'eau. «On récolte ce qu'on sème», soupire Frédéric Vargas, en pensant à la responsabilité humaine quant aux événements météorologiques extrêmes. Avant la pose des nouvelles tuiles cet après-midi, les trois ouvriers redescendent des échafaudages pour le repas du midi. La tête du propriétaire sort d'une fenêtre. Il confie: «J'aurais aimé en profiter pour isoler davantage mon toit, mais c'est trop cher pour moi.» Il était en France lors de l'ouragan qui s'est engouffré dans sa demeure. «Regardez cette maison, là. Avant, je ne la voyais même pas, elle était entourée d'arbres. Le paysage a changé. Le sapin, on va devoir le couper. Mais le tilleul semble reprendre vie...» ■

Une entreprise et un métier qui évoluent

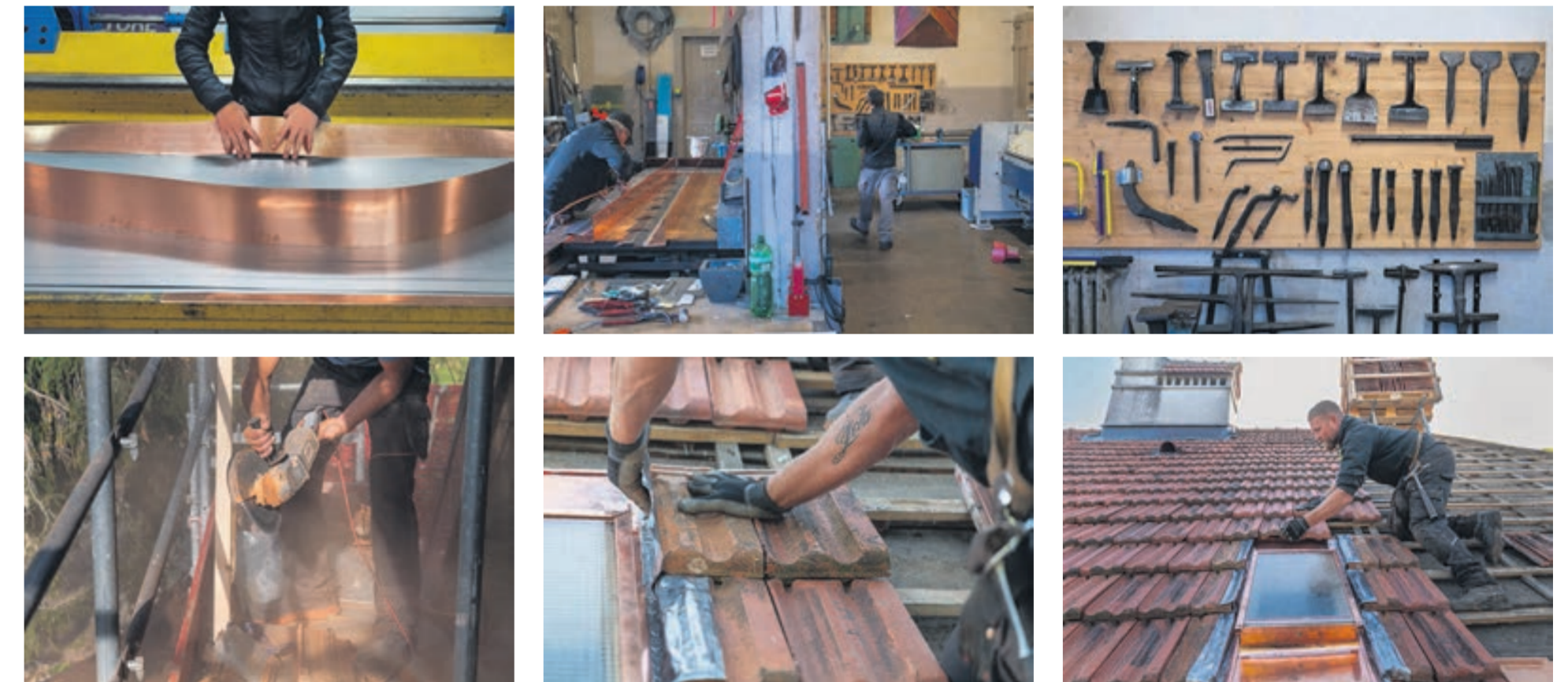
Début 2021, Fabien Prétôt a repris les rênes de la société familiale, transmise de père en fils, fondée par son grand-père cinquante ans plus tôt. Le 21 et le 28 juin de cette même année, la région essuie deux tempêtes de grêle endommageant de nombreuses maisons. Rebelote le 22 juillet 2022. Autant de dégâts dont certains sont encore sur la longue liste d'attente des travaux à effectuer, malgré l'engagement de nombreuses personnes. «En deux ans, on est passé de huit employés à plus d'une vingtaine», explique le jeune patron, qui peine toujours à trouver du personnel qualifié. Il regrette que le métier se perde. Tout comme son employé, le ferblantier Patrick Coendoz, 32 ans de boîte, 37 de métier, qui souligne: «Aujourd'hui, on forme des poly-bâtisseurs. Ils savent tout faire, les échafaudages, les stores, les toits, mais rien à fond. Les ferblantiers ne sont plus aussi précis, moins débrouillés.»

Dans la technique du bâtiment comme dans la construction en général, la relève manque. Prétôt SA compte quand même trois apprentis dont un ferblantier en formation. «La ferblanterie est moins physique que le métier de couvreur. Ce dernier peut porter des tonnes de tuiles en une seule journée. Il n'a pas besoin d'aller soulever de la fonte au fitness», explique Fabien Prétôt en souriant. «Aujourd'hui, on travaille beaucoup avec l'informatique, les drones... le métier à plein de facettes, c'est loin d'être monotone», souligne le passionné, étonné du peu de motivation des jeunes travailleurs. «Après ma journée de travail comme apprenti, je passais encore des heures à l'atelier à

faire de petites pièces», se souvient celui qui estime que le travail n'a plus la même place «depuis l'arrivée du smartphone surtout». Il ajoute: «Les jeunes s'écourent davantage, sont plus souvent malades. Ils sont moins rustiques.» Fabien Prétôt regrette de n'avoir plus le temps d'être sur les toits, ni de plier des tôles. «C'est comme faire de l'origami. On donne vie à un élément plat grâce à des techniques ancestrales. A chaque fois, c'est différent. Chaque élément de ferblanterie est fait sur mesure.» Avec les réparations actuelles d'une ampleur inédite, certains propriétaires en profitent pour mieux isoler ou faire poser des panneaux solaires. Toutefois, un tiers des bâtiments de La Chaux-de-Fonds est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et est donc soumis à des critères très stricts qui, selon l'entrepreneur, «devraient être assouplis, car la survie de l'humanité passe avant le Patrimoine». Reste que des panneaux solaires peuvent toutefois être intégrés sur le dernier tiers du toit, «pour rappeler les anciennes verrières des années 1800». Entre autres réglementations, l'inox est interdit, le cuivre et le rouge naturel des tuiles obligatoires. «On essaie de travailler avec des tuiles suisses pour plus de durabilité. Quant aux tuiles solaires, elles sont encore très chères et produisent beaucoup moins d'énergie qu'un grand panneau. Mais c'est une technique d'avenir.» ■



«J'aime la petite tuile, cela me rappelle mon Alsace natale», mentionne Frédéric Vargas, sur le pan sud du toit. Son rêve? «Faire le toit d'un clocher».



Dans l'atelier Prétôt, les ferblantiers sont à pied d'œuvre. Sur le chantier, le couvreur scie quelques tuiles, avant de les installer autour d'un velux.



Au Crêt-du-Loche, la tempête a endommagé quasi toutes les maisons. Les réparations vont bon train.



Si le toit peut être réparé, le sapin va devoir être coupé.



Les tuiles endommagées sont lancées dans une benne.



Chez les couvreurs, le vertige n'existe pas.

GRÈVE POUR L'AVENIR CONVERGENCE DES LUTTES

Le 27 octobre, une nouvelle journée d'action nationale, dans plusieurs villes de Suisse, est organisée par la Grève pour l'avenir. Comme le mentionne la section neuchâtoise: «Nous avons besoin de grandes manifestations de rue, nous avons besoin de vagues vertes et violettes dans tous les parlements. Mais nous avons aussi besoin d'agir sur le secteur économique et directement sur les lieux de travail et de vie, pour une économie et une société plus justes, plus durables et plus démocratiques.»

A Lausanne, de 12h à 22h, des stands, des expos, des ateliers et des repas à prix libre, ainsi que des tables rondes se dérouleront entre le centre socioculturel Pôle Sud (rue Jean-Jacques Mercier 3) et la place de l'Europe, autour de l'agriculture, du logement, des migrations et de l'emploi. La conférence-débat «Crise climatique, impact sur le travail» se tiendra à 18h30 à la salle Bering, à Pôle Sud, avec la participation des syndicats, dont Unia.

A Neuchâtel, des actions syndicales auront lieu sur les lieux de travail. Dès 17h30, un défilé de monstres aux flambeaux partira de la Fontaine de la Justice. La soirée continuera à L'Amar à Serrières.

A Genève, des actions syndicales sont également prévues, organisées par le Sit. La Grève pour l'avenir appelle déjà à deux journées d'actions et de grève les 22 et 23 mars 2024. ■ AA

Plus d'informations sur: grevepourlavenir.ch

NEUCHÂTEL REPENSER L'ASSURANCE CHÔMAGE

En amont de la journée d'action nationale de la Grève pour l'avenir le 27 octobre, le collectif, en collaboration avec l'Association de défense des chômeurs de Neuchâtel (ADCN), invite à une conférence intitulée: «Repenser l'assurance chômage à la lumière des enjeux climatiques actuels». Elle aura lieu le 19 octobre, à 18h, à la Maison du Concert (rue de l'Hôtel-de-Ville 4) à Neuchâtel. Emmanuel Reynaud, membre d'ATD Quart Monde, sociologue et ancien fonctionnaire du Bureau international du travail, présentera le projet «Territoire Zéro Chômeurs». Lancé en France en 2015, ce projet vise à créer des emplois durables et socialement utiles pour les chômeuses et les chômeurs de longue durée en s'appuyant sur les besoins locaux. Une membre de l'ADCN de La Chaux-de-Fonds présentera, quant à elle, le projet CUSTE, soit le «contrat d'utilité sociale et de transition écologique». ■ AA

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "Ilots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 49 870 exemplaires



METRO BOULOT KINO «CHRONIQUE D'UNE BONNE INTENTION» À L'ÉCRAN

Dans le cadre de ses projections et discussions sur le thème du travail, Métro Boulot Kino présentera le film d'Alex Mayenfisch «Chronique d'une bonne intention» le mardi 31 octobre prochain à 19h à la Maison des Arts du Grütli à Genève (16, rue du Général Dufour). Ce documentaire, réalisé en 1999, revient sur la période de chômage sans précédent vécue deux ans auparavant. Durant cette période, les autorités avaient développé les «mesures actives sur le marché du travail» dans le but de créer de nouveaux emplois liés au domaine de l'environnement. «Plus que la condition de chômeur c'est la volonté de chercher de nouveaux débouchés pour conjurer le sort des victimes de la mutation du travail qui a motivé le réalisateur», expliquent les organisateurs. La projection sera suivie d'un débat en présence d'Alex Mayenfisch. ■ LES

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou carlosmendes614@gmail.com

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève.
Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

Comité des retraités
Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les 2^e mardis du mois, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 10h à 12h.

Le Locle**Ouverture du secrétariat**

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

LA CHAUX-DE-FONDS

GROUPE DES RETRAITÉS

Fondue
La traditionnelle fondue concoctée par le président aura lieu le **mercredi 18 octobre dès 11h30 au restaurant «Au Pantin»,** rue de la Ronde 5 (bus arrêt Marché) à La Chaux-de-Fonds. Merci de vous inscrire auprès de Didier Gigon **jusqu'au 16 octobre.** Tel. 032 968 63 08 ou 079 385 37 55.

Venez nombreux et nombreuses et comme d'habitude amenez votre bonne humeur.

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de

13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h. Le bureau de la caisse de chômage a déménagé. Il se trouve à la place de la Gare 11.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

FÊTE DE NOËL POUR TOUS LES MEMBRES

Chères et chers membres, Afin de vous remercier de votre engagement syndical et pour partager un moment de convivialité, nous vous invitons, ainsi que votre famille, à notre fête de Noël Unia qui se déroulera le **vendredi 17 novembre à la Halle des fêtes de Boécourt**, route de Séprais 30. Un apéro accueillera nos invités dès 18h30, pour continuer avec le repas, qui sera offert. Boissons à prix populaire. Durant la soirée, vous aurez la possibilité d'assister à différentes animations pour petits et grands. Nous aurons également le plaisir de fêter nos jubilaires en remerciant de leur engagement fidèle à notre syndicat. Deux menus sont proposés: **Menu 1**: Salade de doucette, œuf mimosa et croûtons. Bœuf bourguignon, spätzlis, garniture de légumes de saison. Duo de mousse Toblerone. **Menu 2**: Salade de doucette, œuf mimosa et croûtons. Fricassée de champignons de Paris, crème de

Xérés, riz crémeux, garniture de légumes de saison. Duo de mousse Toblerone.

Les places étant limitées, nous vous conseillons de vous inscrire rapidement au moyen du bulletin ci-dessous.

Nous vous attendons nombreuses et nombreux!

Inscriptions à la Fête de Noël Unia Transjurane:

Nom, prénom:

Adresse:

Localité:

Nombre d'adultes:

Nombre d'enfants:

Nome de menu 1:

Nombre de menu 2:

Bulletin à envoyer jusqu'au 10 novembre à Unia, rue de la Jeunesse 2, 2800 Delémont ou par e-mail à transjurane@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

Saint-Martin

Rendez-vous **mardi 14 novembre** pour la Saint-Martin au restaurant de la Cigogne, à Miécourt. Avant le repas, à 11h, aura lieu une conférence dont le thème sera communiqué ultérieurement.

Inscriptions jusqu'au 10 novembre auprès de Denis Berger, au 032 422 79 42.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

Permanences du soir

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

BRÈVES

COLLOQUE UN SALAIRE POUR VIVRE: BILAN ET PERSPECTIVES

Il y a 25 ans, le congrès de l'Union syndicale suisse (USS) lançait la première campagne syndicale pour un salaire minimum. Afin de célébrer ce quart de siècle, Unia organise un colloque intitulé «Un salaire pour vivre!» Il aura lieu le jeudi 16 novembre, de 9h30 à 12h30 à Berne. Ce colloque s'adresse aux membres d'Unia, aux journalistes et à toutes les personnes intéressées. En 2014, l'initiative fédérale pour des salaires minimums avait été refusée par le peuple. Mais depuis, des cantons et des villes l'ont introduit ou sont en passe de le faire. Ailleurs, des initiatives sont en cours. Alors que le problème des bas salaires s'est accentué, le colloque visera à faire le bilan de cette campagne et à discuter de l'opportunité de lancer une nouvelle offensive pour les salaires minimums.

De nombreux intervenants participent au colloque ou à la table ronde qui s'y déroulera. Parmi eux: Vanja Alleva, présidente d'Unia, Serge Gaillard, ancien responsable du secrétariat de l'USS et de la Direction du travail au SECO, David Gallusser, économiste à l'USS, Catherine Laubscher, ancienne secrétaire centrale d'Unia, responsable du commerce de détail, Alessandro Pelizzari, directeur de la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne (HETSL), Paul Rechsteiner, ancien président de l'USS et ancien conseiller aux Etats, ainsi qu'Andreas Rieger, ancien coprésident d'Unia. ■ LES

Colloque: jeudi 16 novembre, de 9h30 à 12h30, à l'Hôtel Kreuz à Berne. Inscriptions jusqu'au 29 octobre sur le site unia.ch ou à l'adresse praesidialesekretariat@unia.ch

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.** Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil sans-emploi.ch.

L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement.

Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

LE CANTON DE VAUD GARNIT SON FONDS DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE

Devant les incertitudes économiques, 10 millions de francs sont injectés pour soutenir les PME, une mesure saluée par le responsable national de l'industrie d'Unia, Yves Defferrard

Jérôme Béguin

Le Conseil d'Etat vaudois a injecté 10 millions de francs dans le fonds cantonal de soutien à l'industrie. Le gouvernement propose aussi au Grand Conseil une modification légale lui permettant de recourir plus facilement à ce fonds en cas de détérioration de la situation économique. Mis en place en 2015 dans le contexte du franc fort, le fonds avait été réactivé en 2020 à l'arrivée du Covid: 87 entreprises et 129 projets d'investissements avaient alors été soutenus pour 10 millions de francs. Affichant un solde de 10,26 millions à la sortie de la pandémie, la dotation du fonds se voit aujourd'hui doublée pour faire face aux «prévisions conjoncturelles qui annoncent un ralentissement de la croissance économique, notamment dans le secteur industriel, explique le gouvernement dans un communiqué. Le ralentissement prévu sur le front des exportations, les carnets de commandes globalement jugés insuffisamment remplis, le contexte inflationniste notamment au niveau des coûts de l'énergie et des matières premières, de même que le risque de pénurie de l'énergie pour l'hiver 2023-2024, imposent de poursuivre les efforts entreprises pour soutenir les PME industrielles.»

«Je pense que c'est une très bonne chose pour l'industrie vaudoise de disposer de ce fonds pour autant qu'il soit bien utilisé», réagit Yves Defferrard, membre du comité directeur d'Unia et responsable de l'industrie.

LES MÉTALLOS NE BAISSENT PAS LES BRAS

L'idée de ce fonds avait été lancée par le syndicat et émise lors des Assises vaudoises de l'industrie en 2008, celui qui était alors secrétaire régional d'Unia Vaud s'en souvient: «Au début des années 2000, le Canton de Vaud avait sorti un rapport de politique économique qui misait beaucoup sur le secteur tertiaire, en laissant de côté l'industrie. Le comité des métallos d'Unia s'était élevé contre cette vision restrictive. Nous sortions des années 1990, qui avaient connu beaucoup de délocalisations, mais nous refusions de baisser les bras. Nous nous sommes battus et nous avons obtenu du Conseil d'Etat l'organisation d'assises de la place industrielle vaudoise réunissant l'Etat et les partenaires sociaux. Nous nous sommes préparés avec les commissions du personnel et des économistes, et nous sommes arrivés aux assises avec plusieurs propositions. Notre objectif était de maintenir le maximum de places de travail.» Les syndicalistes décrocheront une loi obligeant les entreprises à cotiser à la Fondation pour la formation et le perfectionnement professionnels des métiers MEM. «Nous avons mis aussi en place un système d'échange de places de travail qui permettait aux entreprises surchargées de puiser dans les effectifs de sociétés dont l'activité ralentissait. Cela fonctionnait plutôt pas mal puisqu'une année nous avons placé ainsi plus de 150 personnes.» Quant au projet de fonds, il s'agissait de soutenir l'innovation comme d'offrir, au côté du chô-



Le Fonds vaudois de soutien à l'industrie avait été proposé par le comité des métallos d'Unia lors d'assises de la place industrielle du canton, mises sur pied face aux menaces sur les emplois.

mage technique, un outil pour éviter des licenciements collectifs. «Nous avons entamé des discussions intéressantes sur des échanges de compétences ou des réseaux de crèches. Ces assises n'ont malheureusement plus été convoquées depuis des lustres, le Canton de Vaud serait bien avisé de les organiser de nouveau.»

UNE SITUATION PAS SI MAUVAISE

Comment le responsable de l'industrie pour Unia perçoit-il la situation économique dans son secteur? «Selon moi, la situation en Suisse n'est pas si mauvaise que cela au regard de la conjoncture en Europe et dans le monde. L'horlogerie va extrêmement bien, les déclarations de Nick Hayek et d'autres sont plus qu'optimistes; il n'y a pas de catastrophe dans la chimie et

la pharma, les gens ont toujours besoin de médicaments; la branche alimentaire n'est pas en difficulté; quant aux machines, des activités ont été rapatriées de Russie, Stadler a un carnet de commandes plein, on fabrique toujours autant d'ascenseurs... la branche est très large et c'est variable, il y a des entreprises qui vont super bien et d'autres qui peuvent être à la peine sur leurs produits. Le franc fort pose toujours problème, même si l'inflation supérieure en Europe compense en partie ce désavantage, qui se retrouve être un avantage pour les entreprises qui importent du matériel et des matières premières. Je ne nie pas que des entreprises connaissent des difficultés, mais je dois souligner que, depuis trente ans que je fais ce métier, je n'ai jamais vu une année sans licenciement.»

POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Pour le responsable syndical, ce qui fait défaut à la Suisse, c'est une véritable politique industrielle. «En France ou en Allemagne, il y a des ministères de l'industrie. Rien de tel chez nous. La place industrielle reste pourtant un élément important de l'économie suisse. Cela a des impacts alors que nous sommes dans une phase de transition écologique qui demande des concertations. L'idéal serait de pouvoir disposer dans les cantons et au niveau de la Confédération de personnes qui se consacrent à cette tâche, ainsi que des discussions régulières réunissant les partenaires sociaux pour évoquer les mesures pouvant être prises, en particulier en faveur de la formation professionnelle et du maintien des emplois.» ■

Biélorussie: des opposants en exil construisent une démocratie digitale

Oublié depuis le début du conflit ukrainien, le peuple biélorusse continue sa lutte pour la démocratie en exil. Des activistes spécialistes des nouvelles technologies créent un proto-Etat numérique, une alternative à la dictature de Loukachenko

Clément Girardot

Dimanche soir dernier, la Suisse jouait contre la Biélorussie au stade de Saint-Gall. La nation de 9 millions d'habitants située entre la Pologne, l'Ukraine, la Lituanie et la Russie avait fait la une des journaux lors du mouvement démocratique de l'été 2020. Cependant, son sort est passé au second plan depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. En soutenant la Russie et en l'autorisant même à utiliser le territoire biélorusse pour lancer son invasion en février 2022, le dictateur Alexandre Loukachenko a consolidé son régime autoritaire. A l'intérieur du pays, la répression contre toute forme d'opposition s'est intensifiée. Les autorités traquent toujours les activistes et même les simples citoyens qui s'étaient soulevés voici trois ans contre la réélection frauduleuse de leur président qui est arrivé au pouvoir en 1994. Le nombre de prisonniers politiques a explosé, passant de 22 en juin 2020 à 1484* actuellement.

«Toutes les organisations liées à l'opposition ou à la société civile indépendante ont été détruites en 2020 et 2021. Nous faisons face depuis le début de la guerre en Ukraine à une répression



L'application New Belarus s'ouvre sur des contenus sociaux et culturels et s'enrichit peu à peu de fonctionnalités plus politiques afin de sensibiliser les utilisateurs au débat contradictoire et à l'exercice de la démocratie.

préventive», soutient le politologue Andrei Kazakevich.

Comme lui, d'autres figures intellectuelles et politiques ont choisi de s'exiler à Vilnius. C'est dans la capitale lituanienne que se trouve notamment l'ex-candidate Svetlana Tikhanovskaïa qui, d'après des rapports indépendants, avait remporté le scrutin présidentiel d'août 2020. Leader du mouvement démocrate, elle tente de faire entendre la voix du peuple biélorusse sur la scène internationale. Ces trois dernières années, des milliers de Biélorusses sont partis du pays pour des raisons à la fois politiques et économiques. Ils se sont installés principalement en Pologne et en Lituanie, ainsi qu'en Géorgie, en Allemagne ou au Portugal.

L'ESPOIR D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

L'informaticien et activiste pro-démocratie Pavel Liber entend avec ses collaborateurs (qui restent anonymes) coaliser les Biélorusses de l'étranger et lutter contre l'abattement généralisé de ses compatriotes. «En 2020, nous avons compris qu'il était devenu impossible d'agir en Biélorussie et que les gens émigraient, affirme-t-il, assis dans un café de Vilnius. Notre grand espoir aujourd'hui est d'agréger ces individus

et de construire une sorte de pays virtuel où cette société pourra concentrer son énergie pour mettre en œuvre des programmes utiles.»

Baptisé New Belarus, son projet a pris la forme d'une application pour smartphones disponible depuis décembre 2022 sur Android et dans l'Apple Store. S'ouvrant sur l'illustration d'une femme portant une robe traditionnelle et une couronne de fleurs sur la tête, l'application met d'abord en avant des contenus sociaux et culturels tels des guides pratiques pour s'installer à l'étranger, un agenda d'événements ou encore des quiz historiques.

EMBRYON DE BIÉLORUSSIE DÉMOCRATIQUE

Mais New Belarus est en constante évolution et des fonctionnalités plus politiques sont progressivement ajoutées. L'ambition de Pavel Liber est de sensibiliser les utilisateurs au débat contradictoire et aux procédures de délibération collective, et d'ébaucher dans le monde digital un embryon de Biélorussie démocratique.

«Cela fait vingt-neuf ans que nous n'avons pas pu participer à une vraie vie politique, donc nous devons commencer avec des petits pas», ajoute-t-il. C'est dans cette optique que deux commissions ont été créées à l'intérieur de

l'application au printemps dernier. Profitant des dispositions fiscales de la Pologne et de la Lituanie permettant de reverser une petite fraction de ses impôts à une association, Pavel Liber a demandé aux contribuables biélorusses basés dans ces deux pays de choisir New Belarus et de décider ensuite de l'allocation de ce budget.

Les résultats de ce processus participatif ont été rendus publics en août: les contributeurs basés en Pologne créeront un site en anglais sur l'histoire de la Biélorussie tandis que ceux vivant en Lituanie vont utiliser leur enveloppe pour ouvrir une bibliothèque en langue biélorusse.

«Il s'agit d'un Etat alternatif, d'un pays alternatif, d'une société alternative, et c'est ce dont nous avons besoin. Loukachenko ne peut pas agir sur l'espace numérique», s'enthousiasme Franak Viatchorka, principal conseiller de Svetlana Tikhanovskaïa qui soutient le projet mais ne le finance pas. New Belarus entend rester indépendant de toute force politique alors que l'opposition à Loukachenko, aujourd'hui active seulement en exil, est divisée. ■

* Source consultée le 12 octobre: prisoners.spring96.org/en

AU CŒUR DU PARRAINAGE, LA RÉCIPROCITÉ

Depuis quatre ans, l'association Nela met en lien des personnes issues de la migration avec des habitants du canton de Vaud. Visite auprès d'une famille lausannoise marraine d'un jeune Afghan

Textes Aline Andrey
Photos Olivier Vogelsang

C'est avec chaleur que Yasmine Saegesser accueille Ashraf, son filleul de cœur. Depuis une année, ils se voient presque chaque semaine. Domicilié à Sainte-Croix, Ashraf suit des cours de français et des entraînements de foot à Lausanne. L'occasion pour lui de voir sa marraine.

Avec son français encore hésitant, en ce 28 septembre, le jeune homme, qui fêtera ses 25 ans quelques jours plus tard, rit de se dire qu'il va faire un stage de fromager, son métier en Afghanistan. Alors que le fromage helvète est décidément «trop fort» pour lui.

Sur le balcon familial, sirotant son thé, il exprime, par ses gestes et son sourire, son bonheur d'être là. «Je n'étais jamais entré chez des Suisses avant de les rencontrer et je n'avais jamais mangé de fondue, explique Ashraf, arrivé il y a un an et demi. Le parrainage me permet de rencontrer d'autres gens, de connaître les règles, les codes en Suisse.»

ÉLARGIR LES HORIZONS

L'enrichissement s'avère réciproque. «A notre deuxième rencontre, il nous a fait écouter de la musique afghane et on a dansé. C'est un très bon danseur», souligne Yasmine Saegesser. Avec son compagnon Denis Correvon, ainsi que leurs deux filles Niki et Dune, ils ont pris contact avec Nela après avoir entendu parler de l'association à de multiples reprises. «Plusieurs personnes, de milieux très différents mais ayant des filleuls, nous ont encouragés. On était intéressés, mais on a pris du temps avant de faire le pas», explique la mère de famille, comédienne de métier comme son compagnon. Celui-ci renchérit: «On a une vie un peu marginale, entre des périodes de spectacles très intenses et stressantes, et des moments où on est plus tranquilles. On avait peur de ne pas pouvoir donner assez.»

«En Afghanistan, on aime vivre tous ensemble.

Les grands-parents veulent voir grandir leurs petits-enfants.»

Autant de craintes balayées par l'expérience. Yasmine Saegesser poursuit: «Tout est très naturel et facile. Au début, je voulais organiser des activités spécifiques, mais finalement il participe à notre vie, on partage des repas, on l'emmène avec nous chez des amis. Nos filles sont curieuses de sa langue, le dari, et de l'écriture. Comme on ne voyage plus beaucoup, c'est une autre manière d'élargir leur horizon, de connaître une autre culture.» A ses côtés, Ashraf approuve. «Ça nous apporte beaucoup de t'avoir dans nos vies», lui dit-elle.

En Suisse, ce qui frappe le jeune Afghan, c'est l'existence d'EMS. «C'est une chose trop bizarre, mais c'est mon avis. Nos parents nous ont donné la vie, donc on fait tout pour eux jusqu'à leur mort.» Le fait que les jeunes adultes veuillent vivre loin de leurs parents l'étonne aussi beaucoup. «En Afghanistan, on aime vivre tous ensemble. Les grands-parents veulent voir grandir leurs petits-enfants.»

«Quand les jeunes entrent chez des Suisses, ils sont souvent frappés également par le nombre de livres et d'objets», souligne Valérie Despont, qui a échangé avec plus de 350 Afghanes et Afghans depuis qu'elle s'engage bénévolement dans l'association Nela. Quatre ans de mise en lien. Et tant de jeunes encore en attente d'une rencontre (lire ci-contre).

«ET VOGUE LA GALÈRE»

Si le jeune homme a une assistante sociale et des enseignants de français, c'est sa marraine qui lui a trouvé un club de football. «Moi qui n'aime pas spécialement ce sport, j'étais hyper-touchée du bel accueil de l'équipe», se souvient Yasmine Saegesser. Ashraf est heureux d'être passé en quatrième ligue. Après s'être entraîné avec une cinquième division, il joue enfin avec des jeunes de son âge, comme dans sa ville d'origine, Hérat, proche de l'Iran. Ashraf revient sur son exil qui l'a amené jusqu'en Turquie, où il a pris le bateau en direction de l'Italie. S'il a évité la dure traversée des Balkans, il a cru mourir en mer...

Le 24 janvier 2022, il arrivait finalement en Suisse. Il est l'un de ceux qui témoignent dans l'exposition «Et vogue la galère», présentée pour la première fois en juin 2023 dans la cathédrale de Lausanne (et bientôt dans d'autres villes romandes): environ 29 000 petits bateaux de papier pour représenter symboliquement les migrants morts en Méditerranée... Son témoignage audio et sa photo ont figuré dans l'édifice. «C'était incroyable!» sourit celui qui est heureux de partager sa situation, même si l'émotion est intense lorsqu'il repense au départ et à son parcours du combattant pour arriver jusqu'ici. Sans compter le gouffre financier. «Généralement, un tel périple peut coûter entre 10 000 et 15 000 francs, à rembourser...» explique Valérie Despont. Ashraf acquiesce.

Ce qu'il aime en Suisse? «Si tu veux faire quelque chose, tu peux. On peut suivre ses idées.» Il aimerait devenir infirmier, avoir une maison, une voiture, se marier avec une fille afghane que ses parents lui présenteront sûrement un jour, même s'il pourra refuser.

Quant à Yasmine Saegesser, femme de théâtre, elle réfléchit à une pièce qui inclurait des jeunes issus de la migration. Un projet qui a germé grâce à sa rencontre avec Ashraf. Un dernier message? «J'invite tout le monde à être marraine ou parrain, car c'est une vraie rencontre, d'où on sort toutes et tous gagnants. C'est richissime!» ■

Le 8 novembre, à 20 heures, Valérie Despont présentera l'Association Nela et les divers projets de mise en lien, tels le parrainage, la conversation française ou la rencontre hebdomadaire autour de la création et la dégustation d'un plat, au Café du Loup à Lausanne (Parc du Loup 3).

Pour davantage d'informations, aller sur: association-nela.ch



La famille Saegesser Correvon est marraine d'Ashraf depuis une année. Leur rencontre a été organisée par Valérie Despont (à droite) de l'association Nela.



Ashraf: «Le parrainage me permet de rencontrer d'autres gens, de connaître les règles, les codes en Suisse.»

«Le parrainage peut changer une vie»

Valérie Despont porte bien son nom, elle qui crée des ponts justement entre Suisses et migrants. Bénévole dans l'association Nela depuis quatre ans, sa motivation est intacte: «Le vivre ensemble, le lien avec l'autre, il n'y a rien de tel. Pour moi, c'est un cadeau que d'entrer en relation avec ces jeunes issus de la migration. Cela donne beaucoup de sens à ma vie.» Elle-même est marraine depuis 2017. Elle a rencontré son protégé, Mostafa, grâce à Action-parrainage, association qui continue de mettre en lien des mineurs non accompagnés et des adultes. En 2019, la professeure d'arts visuels rencontre François Burland, fondateur de Nela, qui œuvre à l'intégration des jeunes issus de la migration à travers l'art. Elle le rejoint pour s'occuper du parrainage de jeunes majeurs. «Dès leurs 18 ans, ils se retrouvent avec beaucoup moins de soutien», explique Valérie Despont. Depuis, elle a mis en lien des centaines d'Afghans, quelques Burundais, des Somaliens avec des habitants du canton de Vaud. Elle a rencontré récemment un Syrien et un Ukrainien. De bouche à oreille, elle est surtout connue de la communauté afghane qui se transmet son numéro de téléphone. «Il m'est arrivé, il y a peu, qu'un jeune m'appelle depuis la Turquie, donc avant d'arriver en Suisse, pour demander un parrainage», s'étonne Valérie Despont. Elle souligne un nombre grandissant d'arrivées depuis la prise de pouvoir des Talibans le 15 août 2021. «Pour

échapper à l'enrôlement des Talibans, les jeunes hommes doivent fuir. Parfois, les pères sont emprisonnés, quand ils ne perdent pas leur travail; leurs sœurs pensent au suicide, même si c'est très mal perçu dans leur culture, pour échapper au mariage forcé ou à une vie de désespoir. Quand j'ai commencé, les jeunes Afghans arrivés en Suisse ne vivaient pas dans cette urgence d'aider leur famille restée au pays. Aujourd'hui, en Afghanistan, des gens meurent de faim, des bébés sont vendus pour sauver les autres enfants de la famille... Ceux qui ont migré doivent donc apprendre le français très rapidement, faire un apprentissage ou chercher très vite du travail, qu'importe les conditions, pour envoyer de l'argent – via ce système incroyablement efficace de la *hawala* (système d'envoi d'argent informel, *ndlr*), qui est peut-être la seule chose qui fonctionne encore bien en Afghanistan. Ils sont dans un état de stress qui s'ajoute aux séquelles liées à la migration dont le parcours dure parfois plus de deux ans.» Face à la difficulté de rencontrer les gens d'ici, le parrainage est ainsi perçu comme un moyen de s'intégrer. Valérie Despont précise: «C'est souvent un propulseur. Aider à écrire un CV, mettre son réseau à profit, ou simplement passer quelques moments en leur compagnie, sont autant de gestes qui font que, souvent, après quelques semaines, je reconnais à peine les jeunes. Leurs visages changent, se détendent. Ils se sentent moins seuls. Je ne veux pas

faire de l'angélisme, mais le parrainage peut vraiment changer une vie. Et de manière réciproque. Même si c'est souvent à la famille de prendre contact, car les «filleuls» ne veulent surtout pas déranger les Suisses qui ont tellement d'activités.»

L'association, qui n'est pas la seule à proposer ce genre de liens*, croule sous les demandes des exilés et recherche donc activement marraines et parrains. «Si les différences culturelles sont importantes, le dialogue est facile. Tous les Afghans que je connais sont curieux de tout, de culture, de découvertes du pays, de sports... Ce sont des gens des montagnes. Ils adorent la nature, vont s'y ressourcer. Ils aiment marcher dans la forêt. Et ce sont de vrais poètes. Leur regard est très profond, sans superficialité», appuie la quinquagénaire, mère de trois grands enfants. «La crise adolescente vécue ici semble inexistant chez eux. Ils sont très respectueux de leurs parents. Ils adorent la musique et danser...» ■

* D'autres associations de parrainage existent en Suisse romande, dont:
Vaud: plateforme-asile.ch/action-parrainages; paires.ch
Genève: amicge.ch
Fribourg: parmi-fribourg.ch
Jura: juramigrants.ch/contact